

## CITIZEN

LIBERTÉ DE CONSCIENCE

# La laïcité n'est pas une conviction.

**La proposition de quelques hommes politiques d'accorder un statut à la laïcité a relancé la question religieuse.**

Afin de mieux cerner le problème et s'entendre sur le caractère de la laïcité, revenons à l'étymologie des mots laïc, laïque et laïcité. « L'usage terminologique a consacré la différence entre le terme ancien laïc, pour désigner celui qui, croyant ou non, se distingue du clerc, et un terme plus récent, laïque (comme nom ou adjectif), pour caractériser une démarche de refus des emprises cléricales, ou l'homme qu'anime cette démarche. » (Henri Pena-Ruiz dans « Dieu et Marianne »)

La laïcité désigne la séparation du civil et du religieux, voire la séparation de l'Etat et des Eglises. Le principe de séparation des pouvoirs politique et administratif de l'Etat du pouvoir religieux en est une application.

Au sens contemporain, la laïcité est le principe d'unité qui, en garantissant l'égalité de droits de tous les hommes sans distinction d'opinion spirituelle, les rassemble en une même communauté. Elle vise le seul

intérêt général, universellement partageable. La laïcité n'est pas une conviction, c'est une organisation de l'Etat qui transcende toutes les croyances et convictions et ne peut de par son essence être reconnue comme courant d'idées à mettre à égalité avec d'autres convictions. Une croyance ou conviction unit les personnes qui partagent les mêmes idées, mais exclut celles qui ne les partagent pas. Par conséquent, le statut concordataire favorise le communautarisme et mène à une impasse, car en privilégiant quelques cultes, il est discriminatoire envers tous les cultes autres. Seul un statut commun comme la laïcité prend en compte la grande diversité des hommes et permet de les unir et d'assurer la coexistence de l'athée et du croyant. En ne reconnaissant aucun culte, la laïcité met tous les hommes sur un pied d'égalité et garantit la neutralité de la place publique.

Les composantes nécessaires pour atteindre ce but sont : le respect de la conscience individuelle, la recherche de l'intérêt général et la primauté de la loi sur les dogmes. À ce sujet, le Conseil de l'Europe a clairement sta-

tué que « des principes religieux, qui mis en pratique, impliqueraient une violation des droits de l'homme sont inacceptables ».

**Il y a mille façons de rassembler les hommes, il n'y a qu'une façon de les unir.**

Comme la laïcité n'est ni une religion ni un rassemblement de non-croyants, elle ne peut en aucun cas se mettre au même niveau que les religions, qui sont des organisations anti-démocratiques avec le but involontaire d'imposer leur attitude à toute la société. Tout discours hypocrite de tolérance n'est que langue de bois jusqu'au moment où les cultes seront dans une position de force qui leur permettra de s'allier à l'Etat pour le dominer. Qu'un Etat démocratique soutienne et finance une institution anti-démocratique est scandaleux et inadmissible. L'idée d'un impôt ecclésial ou de tout autre prélèvement est également à rejeter, les églises devant se financer par la seule contribution des fidèles. D'ailleurs l'introduction d'un impôt ecclésial serait contraire à la loi sur la protection des données personnelles en vigueur au Luxembourg...

À côté de toutes ces considérations il y a des arguments juridiques pour revendiquer l'abolition de toutes les conventions. Ainsi la Constitu-

tion reconnaît explicitement le droit de n'avoir aucune religion et donc de ne pas s'associer en communauté religieuse ou philosophique. On peut en déduire que les citoyens non associés ne doivent subir aucune discrimination par rapport aux citoyens associés.

Les droits de l'homme sont individuels et non communautaristes. Ce principe juridique qui découle du précédent alinéa garantit que les communautés ne doivent en aucun cas être privilégiées par rapport au citoyen individuel. D'ailleurs, et bien malgré leurs affirmations d'ordre spirituel, les conventions sont pour les cultes un moyen de bénéficier d'une manne souvent exorbitante et de l'avantage de la personnalité juridique, souvent refusée aux autres associations.

L'empressement de certains hommes politiques de vouloir reconnaître les laïques n'est qu'un alibi pour justifier tous les privilèges dont jouit l'église catholique et une belle excuse pour ne pas réaliser l'Etat laïque. Les vrais laïques ne vont jamais sacrifier leur liberté de conscience sur l'autel d'un appât matériel. Pour eux l'indépendance est leur bien le plus précieux.

Nous ne voulons pas de statut pour la laïcité, nous voulons un Etat laïque !

GREENPEACE

# Transit illégal de déchets nucléaires ?

**L'organisation écologiste Greenpeace met en doute l'affirmation gouvernementale selon laquelle aucun transport de déchets nucléaires ne transiterait par le territoire luxembourgeois.**

Greenpeace a été très étonné de prendre connaissance de la réponse apportée par le ministre de la Santé, Mars Di Bartolomeo, à la question parlementaire posée par le député vert Henri Kox : « Est-ce qu'il y a eu au cours de cette même période des transports de matière radioactives par voie ferrée ou par route à travers le pays ? »

Mars Di Bartolomeo répond ca-

tégoriquement non : « Par ailleurs aucun transport de matières radioactives fissiles du cycle nucléaire se fait au Luxembourg, que ce soit par route ou par chemin de fer ».

Or, voici quelques semaines, Greenpeace a été averti de possibles transports d'hexafluorure d'uranium (UF<sub>6</sub>) en provenance des Pays-Bas et à destination probable de Pierrelatte en France via le Luxembourg. D'après les recherches de Greenpeace, il peut s'agir d'un transport d'uranium appauvri (sous forme d'UF<sub>6</sub>) qui est transporté de l'usine d'enrichissement de la société Urenco à Almelo (Pays-Bas) vers Pierrelatte pour transformation en forme stable que seules

les installations françaises savent réaliser, en vue d'un retour en Hollande pour stockage.

L'UF<sub>6</sub> est un produit hautement dangereux compte tenu de son instabilité. La forme UF<sub>6</sub> liquide se transforme à 56,4 °C en gaz. L'hexafluorure est un composé chimique très actif et nocif qui réagit violemment avec l'eau, incluant l'humidité de l'air, et est corrosif sur la plupart des métaux. En cas d'accident, l'hexafluorure d'uranium pourrait former un nuage toxique d'acide fluorhydrique (HF) et d'oxyfluorure d'uranium (UO<sub>2</sub>F<sub>2</sub>).

Les résultats de l'enquête menée par Greenpeace et tous les éléments en sa possession ont été transmis au ministère de la Santé, le 15 septembre dernier. Mais depuis, silence radio. À peine l'organisation a-t-elle été avertie que le ministère des Transports n'avait reçu aucune notification d'un tel transport et que le ministère de la Santé se renseignait à ce sujet.

Greenpeace pose dès lors les questions suivantes : qu'en est-il de la coordination entre le Service de ra-

dioprotection, le ministère des Transports et l'Administration des Douanes au sujet du transit de déchets nucléaires par le Luxembourg ?

Le ministère de la Santé a-t-il engagé une enquête au sujet des informations qui lui ont été transmises ? Dans le cas où un transport illégal de matière fissile dangereuse aurait réellement transité par le Luxembourg, Greenpeace trouve inadmissible l'absence de contrôle sérieux garantissant la sécurité des habitants par rapport à de tels transports et tout aussi inadmissible la lenteur de la réaction des pouvoirs publics.